



Les parlementaires communistes et Front de gauche
n'accordent pas leur confiance au gouvernement VALLS

Il faut tourner le dos à l'austérité

**Mettre l'emploi, le progrès social, la reconversion
écologique au coeur d'une autre politique**

Pour la seconde fois en six mois, le 1er Ministre a été contraint de demander la confiance de l'Assemblée Nationale, signe de la colère et de la défiance grandissantes vis-à-vis de la politique menée.

Manuel Valls comme François Hollande restent sourds aux attentes des Français en confirmant la poursuite de la politique d'austérité, pourtant en échec sur toute la ligne.

Seuls 269 députés sur 577 ont voté la confiance.

65 voix de gauche venant des bancs communistes et Front de gauche, socialistes, écologistes, MRC, manquent à l'appel, soit 31 de plus qu'en avril pour le gouvernement Valls I. **Minoritaire dans le pays et dans la gauche, le Premier ministre n'a plus qu'une majorité rétrécie à l'Assemblée.**

Les députés communistes - Front de gauche ont voté contre, appelant au rassemblement en faveur d'une autre politique, fidèle aux valeurs à gauche, autour de l'emploi, du progrès social et de la reconversion écologique.

Ce qu'il faut dire au MEDEF !

(Extraits de l'intervention d'André Chassaigne, député communiste, président du groupe Gauche démocrate et républicaine à l'Assemblée Nationale.)

« Je ne suis pas de ceux qui vous blâment d'avoir répondu à l'invitation du MEDEF. Le premier responsable de l'action du Gouvernement se doit de répondre à l'invitation de tous ceux qui ont une responsabilité dans la marche du pays, mais l'on ne peut y aller, comme vous l'avez fait, pour **caresser la main de ceux qui portent une si lourde responsabilité dans l'échec du redressement économique.**

Ce qu'il fallait dire aux représentants des grandes entreprises, c'est que **la gauche n'accepte plus de voir les richesses produites par les salariés être dilapidées** dans les dividendes stériles versés aux actionnaires.

Ce qu'il fallait leur dire, c'est que **la hausse de 30 % des dividendes** en un trimestre, **40,7 milliards de dollars, est un hold-up insoutenable** pour le pays, auquel il faut mettre un terme.

Ce qu'il fallait leur dire, c'est que **la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales**, qu'ils ne cessent d'entretenir et d'aggraver par leurs montages financiers, leurs filialisations et les délocalisations, allait devenir la priorité de l'action politique de la gauche, pour **rapatrier, de gré ou de force, les 80 milliards d'euros volés chaque année au budget de l'Etat.**

Résister à la finance !

Nous avons entendu le discours de Manuel Valls lu devant le Sénat par Laurent Fabius. Avec ma collègue Michelle Demessine, nous nous opposons depuis toujours aux politiques austéritaires d'où qu'elles viennent et formulons des propositions alternatives. Nous travaillerons sans relâche au rassemblement de toutes les forces progressistes afin de faire grandir l'exigence d'une prise en compte des aspirations de nos concitoyens. Manuel Valls a déclaré que "Gouverner c'est résister...", oui résister au poids de la finance qui dicte sa loi aujourd'hui, c'est bien de cela qu'il s'agit !

Eric Bocquet
Sénateur du Nord

Ce qu'il fallait leur dire, c'est que **le coût exorbitant du capital, les près de 300 milliards d'euros** versés chaque année aux actionnaires et aux banques en intérêts, est le **principal boulet de la compétitivité française**, le cancer de la raison économique, qui doit être combattu.

Ce qu'il fallait leur dire, c'est que **leur boulimie financière est un crime** contre la société française, contre sa jeunesse, contre ses forces vives.

Vous n'auriez sans doute pas gagné les applaudissements de l'assemblée patronale, mais vous auriez démontré, courageusement, que **l'économie française n'a pas vocation à être la variable d'ajustement des puissances financières**. Disant cela, vous auriez été un fidèle artisan de la responsabilité politique et du respect de la parole du Bourget.

La question centrale n'est pas aujourd'hui une prétendue insuffisance de la capacité d'offre ou encore le coût du travail. **Le problème, c'est que les carnets de commandes de nos entreprises, PME, artisans sont vides**. Dans ce contexte, votre politique, qui conduit à la stagnation des salaires et à la réduction des dépenses publiques, alimente la récession.

La France devrait aujourd'hui constituer un large front en Europe pour promouvoir une nouvelle stratégie fondée sur des investissements massifs en faveur de la transition écologique, une lutte résolue contre l'évasion et l'optimisation fiscales, des mesures fortes pour réorienter l'activité bancaire et réduire la domination de la finance sur l'économie réelle, et une volonté farouche de redonner du souffle aux services publics et aux collectivités locales.
Telle n'est pas la voie que vous avez choisie.»

Comment ont voté les députés du Nord ?

PCF/Front de Gauche

Les trois députés, Alain Bocquet, Marc Dolez et Jean-Jacques Candelier ont voté contre
MRC

1 abstention

UMP et UDI

Les 9 députés de droite et du centre ont voté contre, demandant plus d'austérité et de soumission à Bruxelles

PS

Sur les 8 députés, 7 ont voté pour, une s'est abstenue.

PCF NORD - 18, rue d'Inkermann - 59000 LILLE - 03 20 63 08 08 - nordpcf.fr

Aux actes citoyens ! JE REJOINS LE PCF

NOM

Prénom

Adresse

E-Mail

Téléphone